



# La lutte des Sans papiers et Migrants continue !

Appel à la commémoration du 19e anniversaire de l'évacuation de l'église Saint Bernard à Paris.

**Rassemblement**  
**Samedi 22 août 2015 à 15h**  
**Place Kléber à Strasbourg**

Le 18 mars 1996, 350 personnes (hommes, femmes et enfants) en situation irrégulière qu'on surnommait bientôt les Sans-papiers de Saint-Bernard décident de sortir de l'ombre en occupant notamment l'Église Saint-Ambroise, le Gymnase Japy, les Locaux syndicaux de SUD PTT, les Entrepôts SNCF rue Pajol, pour arriver à l'occupation de l'Église Saint-Bernard.

Le 23 août 1996, la police évacue l'Église Saint-Bernard en défonçant la porte à coups de hache pour déloger, sous le regard des caméras, les dix grévistes de la faim et les familles qui y campaient depuis plus de 50 jours. Cette évacuation fût brutale, avec l'intervention de 1000 CRS.

Depuis, les Sans papiers, organisés en différents collectifs, ont mené de nombreuses actions (occupations, grèves, marches à travers la France, Caravanes à travers l'Europe - 9 frontières traversées en 2012 - , Caravanes au FSM de Dakar et Tunis...). La CSP75 (Coordination des Sans papiers 75) manifeste tous les vendredis à Paris, et, comme chaque année au mois d'août, elle appelle, avec la CISPM (Coalition Internationale des Sans papiers et Migrants), à la commémoration de Saint Bernard, moment fondateur de la lutte ouverte des Sans-papiers pour leur régularisation.

Malgré plusieurs changements de la loi et plusieurs circulaires depuis 1996, qu'elles soient issues de gouvernements de droite ou de gauche, ces politiques n'ont cessé de se durcir envers les migrants en quête de régularisation, bafouant le droit à l'émigration et le respect de la dignité des migrants. Bien plus, la gauche au pouvoir en France depuis 2012 a réduit le champ de la régularisation des migrants plus sévèrement que tous les gouvernements précédents.

En 2012, la circulaire Valls permet une régularisation purement et simplement économique. C'est un dispositif basé presque exclusivement sur le travail, subordonnant ainsi le salarié au bon vouloir de l'employeur, ce qui mène automatiquement à la précarisation du travail des Sans Papiers. Cette circulaire écarte les Sans Papiers qui travaillent sans être déclarés. Elle impose des critères restrictifs à ceux qui sont déclarés. Elle perpétue également le dispositif du Code de l'Entrée et du Séjour des Étrangers et du Droit d'Asile (CESEDA) par le pouvoir discrétionnaire de l'administration préfectorale avec ses autorisations en lieu et place de droits codifiés dans la loi. Les lois sur le droit d'asile et le Ceseda, votées tout récemment en juin et juillet 2015, ne changent rien sur le fond: priorité y est toujours donnée à la répression et à l'expulsion. La France vient d'être condamnée en ce sens le 23 juillet dernier par le Comité des droits de l'homme de l'ONU ! Ce choix du gouvernement, uniquement électoraliste donne un gage au patronat qui peut se permettre ainsi de nous exploiter encore plus et fait glisser peu à peu la France vers un État xénophobe.

